



CHAPITRE 154

CHAPTER 154

Loi conférant certains pouvoirs à la corporation municipale de Saint-Joseph de Coleraine

An Act to grant certain powers to the municipal corporation of Saint-Joseph de Coleraine

[Sanctionnée le 6 février 1958]

[Assented to, the 6th of February, 1958]

Préambule.

ATTENDU que la corporation municipale de Saint-Joseph de Coleraine a, par sa pétition, représenté qu'elle est régie par le Code municipal et qu'il est dans l'intérêt de sa bonne administration de lui accorder certains pouvoirs supplémentaires;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Dispositions applicables.

1. Les articles 415 à 421 inclusivement du Code municipal, s'appliquent à la municipalité de Saint-Joseph de Coleraine depuis le premier janvier 1955.

C.M., a. 392b, aj. pour la municipalité.

2. Le Code municipal est modifié, pour la municipalité, en ajoutant après l'article 392a, le suivant:

"392b. La corporation peut faire des règlements pour refuser les permis de construction dans la municipalité ou dans une partie de la municipalité, sur des terrains en front desquels une rue n'a pas encore été ouverte à la circulation publique ou sur les rues où il n'y a pas encore de conduite d'eau et d'égout.

Cependant, si le requérant peut se pourvoir autrement d'un approvisionnement suffisant d'eau potable et disposer d'une fosse d'égout comportant des condi-

Preamble.

WHEREAS the municipal corporation of Saint-Joseph de Coleraine has, by its petition, represented that it is governed by the Municipal Code and it is in the interest of its good administration to grant it certain additional powers;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Provisions to apply.

1. Articles 415 to 421 inclusive, of the Municipal Code shall apply to the municipality of Saint-Joseph de Coleraine as from the first of January, 1955.

2. The Municipal Code is amended, for the municipality, by adding after article 392a, the following:

M.C., a. 392b, added for municipality.

"392b. The corporation may make by-laws to refuse permits for building in the municipality or in a part of the same, on lands in front of which no street has yet been opened to public traffic or on streets where water mains and sewers have not yet been installed.

However, if the petitioner can otherwise provide himself with a sufficient supply of drinking-water and a sewer producing suitable sanitary conditions, the council,

tions sanitaires convenables, le conseil peut, à sa discrétion, accorder ou refuser ces permis.

Cette disposition ne s'applique par aux bâtiments de ferme ou aux constructions pour fins agricoles sur des terres en culture."

in its discretion, may grant or refuse such permits.

This provision shall not apply to farm buildings or to constructions for agricultural purposes on lands under cultivation."

C.M.,
a. 700a,
aj. pour
la municipalité.

3. Le Code municipal est modifié, pour la municipalité, en ajoutant après l'article 700, le suivant:

3. The Municipal Code is amended, for the municipality, by adding after article 700, the following: M.C.,
a. 700a,
added for
municipality.

"**700a.** La corporation peut faire des règlements pour empêcher toute personne résidant en dehors de la municipalité (et n'ayant pas d'établissement de commerce de détail) de faire son commerce ou des affaires dans la municipalité sans y avoir été autorisée au moyen d'un permis, et sans avoir payé pour tel permis un droit annuel n'excédant pas cent dollars."

"**700a.** The corporation may make by-laws to prevent any person residing outside the municipality (and having no retail trade establishment) from carrying on his trade or business in the municipality without having been authorized to do so by means of a permit, and without having paid for such permit an annual duty not exceeding one hundred dollars."

Immeubles pour fins municipales ou industrielles.

4. Nonobstant les dispositions du chapitre 220 des Statuts refondus de Québec, 1941, et nonobstant toute loi générale ou spéciale inconciliable, la corporation peut, sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, acquérir, construire et entretenir un ou des immeubles devant servir en totalité ou en partie, à des fins municipales ou industrielles, dont le coût total ne devra pas dépasser vingt mille dollars.

4. Notwithstanding the provisions of chapter 220 of the Revised Statutes, 1941, and notwithstanding any general law or special act inconsistent, the corporation may, subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, acquire, erect and maintain one or more immovables to be used in whole or in part for municipal or industrial purposes, the total cost of which shall not exceed twenty thousand dollars. Immoveables for municipal or industrial purposes.

Vente ou location.

La corporation est autorisée à vendre ou à louer le ou lesdits immeubles aux conditions qu'elle déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles, et que le prix de location ne soit pas moindre que le montant représentant quatre et demi pour cent d'intérêts par année, sur le coût de construction.

The corporation is authorized to sell or rent the said immovable or immovables upon such conditions as it may determine, provided that the selling price be not less than the cost of the said immovables, and that the rental thereof be not less than the amount representing interest at four and one-half per cent per annum on the cost of construction. Sale or rent.

Emprunt.

Pour les fins susdites, le conseil pourra emprunter une somme n'excédant pas vingt mille dollars, par règlement approuvé par la Commission municipale de Québec et le ministre des affaires municipales, et par les électeurs propriétaires, conformément aux prescriptions de la loi concernant les règlements d'emprunt.

For the aforesaid purposes, the council may borrow a sum not exceeding twenty thousand dollars, by by-law approved by the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, and by the electors who are property-owners in accordance with the provisions of the law respecting loan by-laws. Loan.

Entrée en vigueur.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

5. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.